

N° DP 24/47

DECISION DU PRESIDENT

DESIGNATION, FIXATION ET REGLEMENT DES HONORAIRES DE LA SCP PIWNICA & MOLINIE POUR REPRESENTER LA METROPOLE TPM DEVANT LE CONSEIL D'ETAT - AFFAIRE GROUPAMA-VERSPIEREN

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'ordonnance du juge des référés du Tribunal Administratif (TA) de Toulon du 5 janvier 2024 qui rejette la requête de la Métropole,

VU le caractère défavorable pour la Métropole de cette ordonnance du juge des référés du TA de Toulon,

VU la nécessité d'interjeter appel devant le Conseil d'Etat,

VU la convention de représentation de la SCP Piwnica & Molinié en date du 16/01/2024 qui fixe les honoraires du cabinet,

CONSIDERANT que la Métropole a introduit un référé mesures utiles devant le TA de Toulon le 28 décembre 2023 sollicitant la poursuite de l'exécution du contrat d'assurance dommages aux biens pendant la durée strictement nécessaire au déroulement de la procédure de passation d'un nouveau marché d'assurance en la matière,

CONSIDERANT que le juge des référés a rejeté la requête en considérant que les conclusions étaient manifestement irrecevables compte-tenu que la Métropole solliciterait du juge des référés une mesure « définitive »,

CONSIDERANT que pour défendre ses intérêts la Métropole il y a lieu d'interjeter l'appel devant le Conseil d'Etat,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner la SCP Piwnica & Molinié, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, pour défendre les intérêts de la Métropole devant le Conseil d'Etat, et de fixer et régler par la présente décision les honoraires du cabinet susmentionné, ainsi que de régler, le cas échéant, toute facture et dépense en lien avec cette affaire,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DESIGNER la SCP Piwnica & Molinié pour défendre les intérêts de la Métropole devant le Conseil d'Etat.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention de représentation, ci-annexée, fixant les tarifs applicables et régler les honoraires pour toutes les factures et dépenses à intervenir dans la présente instance en lien avec cette affaire.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'article n°62268, chapitre 011 du budget principal 2024, opération 23.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

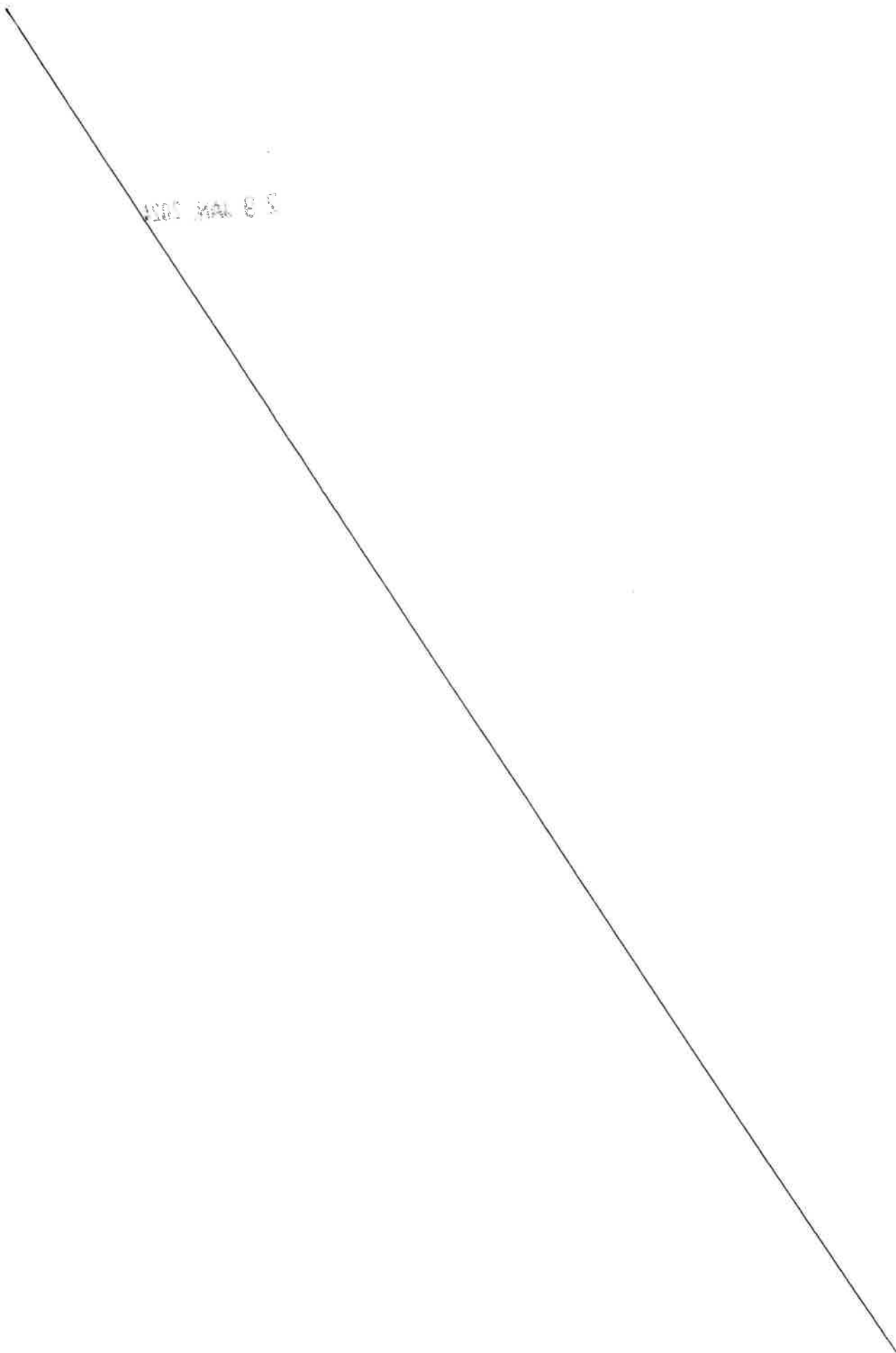
Fait à Toulon, le **29 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name Jean-Pierre Giran.



100 100 0 0

CONVENTION DE REPRESENTATION

ENTRE :

La métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), dont le siège est situé hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – 83041 Toulon cedex 9,

d'une part,

ET

La SCP Piwnica & Molinié, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, domiciliée au 70 boulevard de Courcelles – 75017 Paris,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Par une ordonnance n° 2304171 du 5 janvier 2024, le juge des référés du tribunal administratif de Toulon a rejeté la requête de la métropole Toulon Provence Méditerranée tendant à ce que soit enjoint à Groupama Méditerranée de poursuivre l'exécution de ses obligations contractuelles postérieurement au 31 décembre 2023, pendant la durée strictement nécessaire au déroulement de la procédure de passation d'un nouveau marché d'assurance, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2024.

C'est dans ce contexte que la métropole Toulon Provence Méditerranée a retenu la SCP Piwnica & Molinié afin de former un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat contre cette ordonnance.

Article 1^{er}

La métropole Toulon Provence Méditerranée prendra en charge les honoraires de la SCP Piwnica & Molinié et les dépenses liées à l'accomplissement de sa mission, selon les modalités prévues à l'article 2 de la présente convention.

Article 2

La SCP Piwnica & Molinié sera rémunérée de la façon suivante :

- à hauteur de 3.500 euros HT pour l'instruction du pourvoi (requête sommaire et mémoire complémentaire) et le suivi de la phase d'admission ;
- un complément compris entre 1.000 et 2.500 euros HT sera à prévoir en cas d'admission du pourvoi, en fonction des diligences accomplies au cours de la phase contradictoire, audience comprise.

La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date d'exigibilité du paiement.

Le règlement sera effectué au vu d'un état de frais et honoraires.

Article 3

Si une difficulté survient entre les parties au sujet de la signature ou dans l'application de la présente convention, il est possible de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation à l'adresse suivante :

Médiateur de la consommation des avocats au
Conseil d'État et à la Cour de cassation

M. Jean Barthélemy

5 quai de l'horloge – 75001 Paris

mediateuraac@ordre-avocats-cassation.fr

Site internet : <https://mediation-consommation-avocats-aux-conseils.fr>

Fait à Paris, le 16 janvier 2024

La métropole Toulon
Provence Méditerranée

La SCP Piwnica & Molinié
Avocat au Conseil d'Etat et à
la Cour de cassation